

# Informations Rapides

## ■ Dette trimestrielle de Maastricht des administrations publiques – 4<sup>e</sup> trimestre 2017

### À la fin du quatrième trimestre 2017, la dette publique s'établit à 2 218,4 Md€

**Avertissements :** la dette trimestrielle étant fondée sur des sources comptables moins complètes que les comptes annuels, son profil demeure révisable pendant plusieurs trimestres.

**La seule variation de la dette sur une période ne permet pas de déduire le déficit public.** Pour passer de la variation de la dette brute au sens de Maastricht au déficit, il faut tenir compte de la variation des actifs financiers et des passifs exclus du périmètre de la dette de Maastricht, ainsi que du mode de valorisation de la dette nominale. En outre, le déficit public trimestriel publié par l'Insee est corrigé des variations saisonnières et de l'effet des jours ouvrables, ce qui n'est pas le cas de la dette trimestrielle.

#### La dette publique diminue de 12,9 Md€ par rapport au trimestre précédent

À la fin du quatrième trimestre 2017, la dette publique de Maastricht s'établit à 2 218,4 Md€, en baisse de 12,9 Md€ par rapport au trimestre précédent. Exprimée en pourcentage du produit intérieur brut (PIB), elle diminue de 1,3 point par rapport au troisième trimestre 2017, et s'établit à 97,0 %. Au contraire, la dette publique nette augmente (+11,6 Md€).

#### La dette de l'État diminue tandis que celle des organismes divers d'administration centrale est quasiment stable

Au quatrième trimestre 2017, la contribution de l'État à la dette décroît de 20,6 Md€. Cette baisse provient pour l'essentiel de la dette négociable à court terme (-17,7 Md€). Les dépôts des correspondants au Trésor et les crédits au passif de l'État diminuent dans une moindre mesure (respectivement -1,4 Md€ et -1,3 Md€).

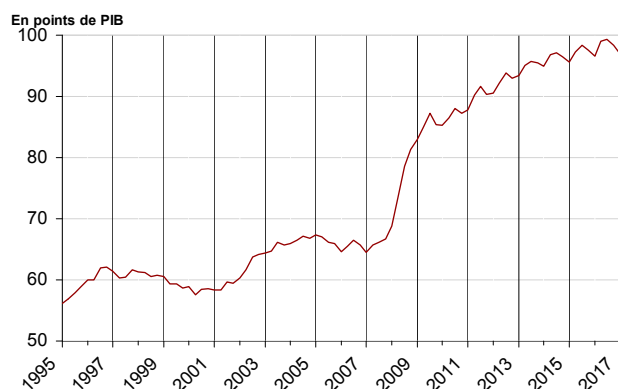
La contribution des organismes divers d'administration centrale (Odac) à la dette est quasiment stable (-0,1 Md€). La Caisse nationale des autoroutes (CNA) et la Société anonyme de gestion de stocks de sécurité (Sagess) se désendettent respectivement de 0,1 Md€ et de 0,3 Md€. En revanche, le Commissariat à l'énergie atomique (CEA) s'endette de 0,1 Md€.

#### Les dettes des administrations publiques locales et des administrations de sécurité sociale augmentent

Au quatrième trimestre 2017, la contribution des administrations publiques locales (Apu) à la dette augmente de 5,0 Md€, traduisant l'endettement des communes (+2,2 Md€), des départements (+1,0 Md€), des régions (+0,9 Md€) et des organismes divers d'administration locale (+0,6 Md€).

La contribution des administrations de sécurité sociale (Asso) à la dette augmente elle aussi (+2,9 Md€), surtout du fait de l'Acoss (+7,3 Md€) et dans une moindre mesure de l'Unedic (+0,7 Md€), de la Cnaf (+0,7 Md€) et des hôpitaux (+0,5 Md€). A contrario, la Cades se désendette de 6,3 Md€.

#### Dette au sens de Maastricht des administrations publiques en points de PIB (\*)



Source : Comptes nationaux base 2014 - Insee, DGFIP, Banque de France

#### La dette de Maastricht des APU en fin de trimestre et sa répartition par sous-secteur et par instrument

(en milliards d'euros)

	2016T4	2017T1	2017T2	2017T3	2017T4
<b>Ensemble des adm. publiques</b>	<b>2152,5</b>	<b>2214,9</b>	<b>2236,8</b>	<b>2231,3</b>	<b>2218,4</b>
en point de PIB (*)	96,6%	99,0%	99,3%	98,3%	97,0%
dont, par sous-secteur, consolidée (*) :					
État	1714,3	1763,8	1794,8	1799,6	1779,0
Organismes divers d'adm. centrale	13,2	12,2	11,9	11,9	11,8
Administrations publiques locales	200,2	199,0	198,1	196,6	201,5
Administrations de sécurité sociale	224,9	239,9	232,1	223,3	226,1
dont, par instrument :					
Dépôts	36,9	33,2	37,4	38,9	37,4
Titres négociables	1818,8	1890,1	1910,9	1906,0	1890,7
court terme	169,5	198,3	200,1	186,8	173,9
long terme	1649,3	1691,8	1710,8	1719,2	1716,8
Crédits	296,9	291,6	288,5	286,4	290,3
court terme	11,5	9,5	8,2	7,2	7,0
long terme	285,3	282,0	280,3	279,2	283,4

(\*) voir précisions dans l'encadré « Pour en savoir plus »

Source : Comptes nationaux base 2014 - Insee, DGFIP, Banque de France

## Au quatrième trimestre 2017, la dette publique nette augmente de 11,6 Md€

À la fin du quatrième trimestre 2017, la dette nette des administrations publiques s'élève à 2 005,5 Md€, soit 87,7 % du PIB (contre 87,8 % au trimestre précédent), en hausse de 11,6 Md€. L'écart de 24,5 Md€ avec la variation de la dette brute traduit principalement de fortes baisses des trésoreries de l'État (-20,5 Md€) et des Asso (-3,7 Md€).

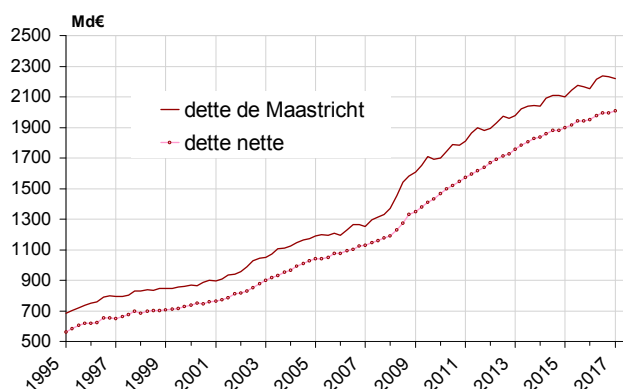
### La dette nette des APU en fin de trimestre et sa répartition par sous-secteur

(en milliards d'euros)

	2016T4	2017T1	2017T2	2017T3	2017T4
<b>Ensemble des adm. publiques</b>	<b>1949,7</b>	<b>1975,3</b>	<b>1995,7</b>	<b>1993,9</b>	<b>2005,5</b>
dont :					
État	1613,9	1630,7	1655,6	1669,2	1668,6
Organismes divers d'adm. centrale	-1,1	-1,4	-1,0	-1,1	-1,3
Administrations publiques locales	188,1	186,7	185,7	184,3	189,4
Administrations de sécurité sociale	148,8	159,4	155,4	141,5	148,7

Source : Comptes nationaux base 2014 - Insee, DGFIP, Banque de France

### Dette au sens de Maastricht et dette nette



Source : Comptes nationaux base 2014 - Insee, DGFIP, Banque de France

## La valeur globale des détentions en actions cotées et en titres d'OPC croît de nouveau

Au quatrième trimestre 2017, la valeur totale des actions cotées et des titres d'organismes de placement collectif (OPC) détenus par les administrations publiques (APU) augmente de 1,0 Md€ pour atteindre 231,6 Md€.

Les détentions en actions cotées de l'État diminuent de 1,7 Md€ malgré la hausse du cours des actions, notamment celles d'Aéroport de Paris. L'État cède en effet 1,4 Md€ de titres Engie, 1,2 Md€ de titres Renault et 1,1 Md€ de titres Alstom.

Les détentions de titres d'OPC augmentent de 2,7 Md€ : les Asso en achètent 3,0 Md€, tandis que les Odac en vendent 0,3 Md€.

### Les actions cotées et les OPC détenus par les administrations publiques

(en milliards d'euros)

	2016T4	2017T1	2017T2	2017T3	2017T4
<b>Ensemble des adm. publiques</b>	<b>212,3</b>	<b>220,3</b>	<b>223,4</b>	<b>230,6</b>	<b>231,6</b>
dont :					
État	53,6	53,2	58,0	61,1	59,5
Organismes divers d'adm. centrale	34,1	35,2	35,4	36,5	35,9
Administrations publiques locales	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Administrations de sécurité sociale	124,5	131,8	129,9	132,9	136,1

Source : Comptes nationaux base 2014 - Insee, DGFIP, Banque de France

### Actions cotées et titres d'OPC détenus par les APU



Source : Comptes nationaux base 2014 - Insee, DGFIP, Banque de France

### Pour en savoir plus

- Au dernier trimestre, le PIB utilisé pour exprimer la dette en point de PIB est le **PIB annuel en données brutes**. Cette mesure n'a pas de strict équivalent en cours d'année ; elle est approximée par le cumul du **PIB trimestriel en données corrigées des variations saisonnières et des jours ouvrables** (CVS-CJO) sur les quatre derniers trimestres connus.

- Les données par sous-secteur institutionnel des administrations publiques qui figurent dans ce numéro d'Informations Rapides sont consolidées : sont exclus les passifs détenus par le même sous-secteur ainsi que ceux détenus par les autres sous-secteurs des administrations.

- Des données complémentaires (séries longues, pages internet associées, etc.) sont disponibles sur la page web de cet indicateur : <http://www.insee.fr/fr/statistiques?debut=0&theme=30&conjoncture=63>
- La note méthodologique sur la dette trimestrielle de Maastricht des administrations publiques est disponible sur : [http://www.insee.fr/fr/statistiques/documentation/Dette\\_m.pdf](http://www.insee.fr/fr/statistiques/documentation/Dette_m.pdf)
- Retrouvez les séries longues dans la BDM : <https://www.insee.fr/fr/statistiques/series/102770522>
- Suivez-nous aussi sur Twitter @InseeFr : <https://twitter.com/InseeFr>
- Contact presse : [bureau-de-presse@insee.fr](mailto:bureau-de-presse@insee.fr)

Prochaine publication : le 29 juin 2018 à 8h45